



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU

195 RTE D ESPAGNE
31036 TOULOUSE CEDEX 1
31100 Toulouse

Références : 2025/016
Code AIOT : 0100001340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU implanté 195 RTE D ESPAGNE 31036 TOULOUSE CEDEX 1 31100 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du contrôle des prescriptions constructives d'un site nouveau, qui n'est pas encore entrée en exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JUST-EVOTEC BIOLOGICS EU
- 195 RTE D ESPAGNE 31036 TOULOUSE CEDEX 1 31100 Toulouse

- Code AIOT : 0100001340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Just-Evotec Biologics a implanté à Toulouse, fin septembre 2024, une nouvelle usine destinée à fabriquer des anticorps et produits thérapeutiques qui seront ensuite commercialisés aux acteurs de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique, selon un procédé dit modulaire. La mise en exploitation de ce site, autorisé par arrêté préfectoral du 24 août 2022, devrait intervenir courant 2025.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 2.1.1.	Sans objet
2	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 2.1.2	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3 .2.2.	Sans objet
4	Installations de traitement/ prétraitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3.2.3.1.	Sans objet
5	Installations de traitement/prétraitement des	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3.2.3.3.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	effluents aqueux		
6	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.1	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.2	Sans objet
8	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.3	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.5	Sans objet
10	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.7.	Sans objet
11	Voie engins et aires de stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.8.	Sans objet
12	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.9.	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.2.1.	Sans objet
15	Conditions applicables à certaines installations connexes	Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce site est bien tenu et est conforme aux prescriptions constructives édictées par l'arrêté préfectoral du 24 août 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 2.1.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Conduites et installations raccordées

Prescription contrôlée :

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

Point de rejet	Puissance	Combustible	Caractéristiques
Points rejet N° 1, 2 et 3	2,5 MW (chacune)	Gaz naturel	2 chaudières fonctionnent en simultané
Point rejet n°4	Unité de production	Gaz naturel	1 point de rejet de l'ensemble de la zone de production : filtration G4 sur extraction
Point rejet N°5	Laboratoires	Gaz naturel	Filtration THE (Très Haute Efficacité) et filtres à charbon actif

Constats :

Des modifications ont été apportées lors des travaux de construction, la puissance des 3 chaudières passant de 2,5 MW à 2,53 MW chacune sans que cela n'impacte leur régime de classement.

Des modifications ont également été apportées sur les 3 conduits devant être initialement raccordés à une seule cheminée de 23 m. Chaque conduit est désormais raccordé à sa propre cheminée de 15 m, et ce, pour des raisons d'optimisation économique et de fiabilité du système.

Un dossier de porter à connaissance (PAC) a été transmis au préfet, et son examen est en cours par l'inspection des installations classées. Un APC modificatif entérinera ces modifications.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 2.1.2				
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales de rejets				
Prescription contrôlée : Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O2 ou CO2 précisée ci-dessous.				
	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduits N° 1, 2 et 3	23m	0.55	3500	au moins égale à 5 m/s
Constats : Se rapporter à la fiche de constat n° 1				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3 .2.2.						
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des points de rejets						
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents aboutissent aux points de rejets dont les caractéristiques sont les suivantes :						
Réf.	Coordonnée PK et Lambert 93	Nature des effluents	Traitement - prétraitement avant rejet	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 526283.56 Y : 43	Eaux usées domestiques	/	Réseau public eaux usées	S T E P Toulouse-Ginestous - code	Autorisation de déversement

	139642.80 45 Z : 141.18				S a n d r e 0531555V0 18	
Pt N°1	X : 526283.56 43 Y : 139642.80 45 Z : 141.18	Eaux usées industrielles	Inactivation chimique ou thermique selon les effluents + neutralisation	R é s e a u p u b l i c eaux usées	S T E P Toulouse- Ginestous - c o d e S a n d r e 0531555V0 18	Autorisation de déversement
Pt N°2	X : 526471.961 5 Y : 139837.341 1 Z : 141.77	E a u x pluviales de voiries et de toiture - versant principal du site	Dispositif de traitement hydrocarbures	Bassin de rétention - régulation a v a n t r é s e a u p u b l i c e a u x pluviales	Garonne	Autorisation de déversement
Pt N°3	X : 526205.91 30 Y : 139702.58 41 Z : 143.60	E a u x pluviales de voiries et de toiture - versant ouest du site	Dispositif de traitement hydrocarbures	M i l i e u naturel par infiltration	/	/

Constats :

Le point de rejet n°1 pour les eaux usées industrielles et domestiques (effluents n°1 et n°2) a été déplacé. Prévu au Nord Est de l'usine avec l'utilisation de pompes de relevage, ce point de rejet a été déplacé à l'Ouest du site favorisant ainsi, l'écoulement par gravitation.

Un APC modificatif entérinera cette modification qui a fait l'objet d'un dossier de PAC par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations de traitement/ prétraitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3.2.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux de collecte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées industrielles regroupent deux réseaux de collecte au sein de l'usine :</p> <p>a. le réseau de collecte de déchets liquides de procédé, connecté aux différents locaux concernés et dirigeant les effluents gravitairement vers la fosse à eaux usées de process de l'installation de neutralisation; La fosse à eaux usées de process est conçue pour résister chimiquement aux effluents collectés. Son dimensionnement est dûment justifié par l'exploitant. Elle est équipée d'une détection de fuite. L'exploitant définit les modalités de surveillance de cette détection et d'intervention le cas échéant.</p> <p>b. le réseau de collecte des biodéchets liquides. Ces biodéchets sont collectés dans un réservoir de stockage tampon dédié aux biodéchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les effluents liquides du procédé sont évacués vers une fosse de 1 m³ sous dalle en béton. Cette fosse est dotée d'une alarme commandée par système de gestion technique centralisée (GTC). Ces eaux sont ensuite pompées vers un réservoir de 25 m³ de l'installation de neutralisation.</p> <p>Les biodéchets seront collectés par batch, de volume allant de 650 l à 750 l, dans un réservoir de 6000 l. Après prétraitement thermique d'une capacité de 500 l/h, ces biodéchets seront évacués vers l'installation de neutralisation.</p> <p>Une convention de rejet a été signée entre la métropole et l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations de traitement/prétraitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 3.2.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a/ Sur le versant principal du site, les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées dans un réseau unique, traitées par un dispositif adapté permettant le respect des valeurs limites de rejet définies ci-dessous, et envoyées vers le bassin de régulation et de rétention puis rejetées dans le réseau communal d'eaux pluviales. Une vanne automatique est placée sur la sortie du bassin permettant de confiner les eaux en cas de pollution.</p> <p>Le volume de ce bassin (rétention des eaux pluviales et eaux extinction incendie) est égal à 2 160 m³ avec un débit de fuite de 31 l/s.</p>

B/ Sur le versant ouest du site, les eaux pluviales de toiture (chaufferie / sprinklage) et de voiries sont collectées dans un réseau unique, traitées par un dispositif adapté puis rejetées dans un bassin d'infiltration associé à un bassin de rétention étanche.

C/ L'ouvrage d'infiltration répond aux caractéristiques suivantes :

- Surface d'infiltration de 150 m² (10 x 15 m),
- Hauteur de la structure réservoir de 0,5 m,
- Structure réservoir en Structure Alvéolaire Ultralégère, indice de vide de 95%,
- Profondeur du fond de l'ouvrage d'infiltration : 1,90 m,
- Différence de niveau entre le niveau haut de la nappe et le fond de l'ouvrage d'infiltration : 1,2 m.

Lorsque l'ouvrage d'infiltration est plein, il déborde dans le bassin de rétention 2, bassin à ciel ouvert étanche de 30 m³, qui fait également office de bassin de rétention des eaux d'incendie.

Constats :

Le réseau des eaux pluviales est conforme aux prescriptions.

Le volume effectif du bassin principal des eaux pluviales et incendie est de 2191 m³.

L'ouvrage d'infiltration, d'une surface de 12,5 x 12,5 m (soit 150 m²) a un volume effectif de 71 m³, et sur-verse dans le second bassin de rétention de 30 m³. (Plan N° 19018 du DOE). Les eaux sont ensuite dirigées vers un séparateur d'hydrocarbure avant rejet au réseau d'eaux pluviales.

Cette configuration a été vérifiée lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu

Prescription contrôlée :

(...)

b. La zone production est séparée, des 2 autres secteurs, par un mur autostable REI 120 de chaque côté permettant de créer 3 secteurs totalement indépendants les uns des autres :

Secteur 1 : Zone Bureau / Laboratoires,

Secteur 2 : Zone Production,

Secteur 3 : Zone Logistique / Utilités.

Les portes d'intercommunication présentes dans les murs séparatifs REI 120 susvisés sont de même degré de résistance (coupe-feu deux heures).

L'ensemble de la structure est a minima R 15. Les structures sont désolidarisées et indépendantes pour chaque secteur susvisé.

c. Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie associés à un potentiel calorifique important sont isolés des autres locaux et dégagements par des murs et des planchers coupe-feu de degré une heure .

Les portes d'intercommunication traversant ces murs sont coupe-feu de degré une demi-heure (CF1/2h).

Les locaux à risques à considérer sont a minima ceux listés au paragraphe 4.2.4.3 Recoupements coupe-feu de l'étude de dangers révision n° 1 de mars 2022.

d. Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives définies ci-dessus sont

conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le bâtiment est organisé autour d'une zone bureau et laboratoire, d'une zone de production et d'une zone de stockage et d'informatique. L'exploitant a présenté la note de calcul du système de désenfumage et du système automatique de détection.

La zone de production est isolée par un mur de 16 m, coupe feu 2h, dépassant la toiture et par des portes coupes feu 2h (Plan SDIS 502). L'exploitant présente le tableau de corrélation listant l'ensemble des portes métalliques et leurs caractéristiques (Dossiers d'ouvrages exécutés 11263). Ces portes sont certifiées NF.

Les 4 salles informatiques (2 salles au RDC et 2 salles à l'étage) et le magasin de stockage de produits dangereux sont séparés par des murs coupe feu 1 h (Plan SDIS 503) et des portes de séparation coupe feu 1/2h.

Tous ces éléments ont été vérifiés sur plan et sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

- a. Le désenfumage des locaux est assuré pour tous les locaux de plus de 300 m² ou les locaux aveugles de plus de 100 m².
- b. Le désenfumage est réalisé dans les conditions suivantes :
 - les laboratoires du rez-de-chaussée et de l'étage : ces locaux sont désenfumés par extraction mécanique et amenée d'air naturelle. Le désenfumage sera réalisé conformément au code du travail et à l'IT246 ;
 - l'entrepôt GMP (GMP Warehouse - Magasin 0-04-25) : cette zone est désenfumée naturellement par exutoires de fumées placés en toitures et par amenées d'air réalisée via l'issue de secours et via des ouvrants de façade. Le dimensionnement des exutoires ou des amenées d'air n'est pas inférieur au 1/100e de la surface de plancher ;
 - la zone production : les différents locaux et salles blanches situés au rez-de-chaussée de la zone production ne sont pas directement désenfumés. Le volume (niveau plate-forme technique), accueillant toute la zone production est lui désenfumé comme décrit ci-après ;
 - le niveau plateforme technique au-dessus de la zone production : ce volume est désenfumé et découpé en 3 cantons de 1600 m², séparés entre eux par des écrans de cantonnement de 2 m de hauteur. Le dimensionnement des ouvrages de désenfumage et d'amenées d'air neuf est réalisé, en surface utile, à 2% de la surface de la toiture de l'espace à désenfumer. L'exploitant est en mesure de justifier l'organisation et le choix du type d'ouvrages de désenfumage et d'amenées d'air neuf retenus.
- c. Les équipements de désenfumage sont pilotables par commande locale et/ou par commande déportée .
- d. Les escaliers encloués sont désenfumés par exutoires en toiture. Les exutoires des escaliers

avec leurs dispositifs de commande conformes aux normes en vigueur, sont installés conformément aux règles d'installation de la norme NF S 61-932.

Constats :

L'exploitant présente la note de calcul du système de désenfumage des différentes zones conformément au référentiel APSAD R17. Sur la base des plans 12023 et 12043, il est noté le dimensionnement des cantons, exutoires et des amenées d'air :

1. la surface effective de l'exutoire de l'entrepôt GMP de 9,75 m² (pour une valeur théorique de 8,75 m²) ;
2. les 3 cantons de la zone de production ont une surface de 1598 m², 1432 m² et 1598 m², avec des surfaces d'exutoires respectives de 3 cantons de 32,34 m² chacun (valeur théorique respectives de 31,96 m², 28,64 m² et de 31,96 m²);
3. le désenfumage des laboratoires est assuré par tourelles d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

a. Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mise en œuvre sur l'ensemble de l'installation (locaux techniques, bureaux compris). b. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point de l'installation permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

b. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point de l'installation permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

c. Le type de détection retenue est déterminé en fonction de la nature de l'activité. L'exploitant conserve les justificatifs démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection incendie et leur implantation.

d. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique définie à l'article 6.2.1. s'il est conçu pour cela. La justification de cette conception est conservée et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les locaux sont équipés de deux systèmes de détections de fumées ; un détecteur ambiant (ponctuel) et un détecteur multiponctuel par aspiration (zone magasin, zone de production et zone bureau et laboratoires).

En cas de détections de fumée, une alarme se déclenche et se transmet au poste de contrôle via une centrale de sécurité incendie, opérant la fermeture des portes coupe feu et activant le désenfumage.

Pour se conformer à l'exigence de l'assureur, la totalité des locaux est équipée d'un système d'extinction automatique via un réseau de sprinklage (selon la norme NFPA 13), avec déclenchement par fusibles, à l'exception des locaux informatiques (extinction par gaz IG55).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

- a. Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
 - b. L'installation dispose d'au moins un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale.
- (...)

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du Bureau VERITAS daté de novembre 2024, qui n'appelle pas de commentaire particulier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.7.

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Prescription contrôlée :

- a. L'installation dispose en permanence d'au moins 3 accès distincts pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
- (...)

Constats :

Le site dispose de 3 accès permettant l'intervention des services d'incendies et de secours ; 1 accès situé au nord du site, 2 accès à l'ouest du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Voie engins et aires de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.8.

Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins et aires de stationnement des engins

Prescription contrôlée :

<p>a. Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins. b. Cette voie répond aux caractéristiques définies ci-après : - largeur minimale de la bande de roulement (bandes réservées au stationnement exclues) : 3 mètres (si sens unique de circulation), 6 mètres (si double sens de circulation ou voie en impasse)- force portante suffisante pour un véhicule de 160 kilo-newtons avec un maximum de 90 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.- résistance au poinçonnement : 80 Newtons/cm² sur une surface maximale de 0,2 m²- rayon intérieur des tournants : R =11 mètres minimum- sur-largeur extérieure : $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres).- pente inférieure à 15 %- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,5 mètres de hauteur (passage sous voûte).c. Des aires de stationnement des engins permettant aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie sont mises en place. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins ".Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.d. Six aires de mise en station des moyens aériens autour des 4 façades du bâtiment sont présentes. Les plus grandes façades situées au nord et au sud disposent de 2 aires de mise en station des moyens aériens. Ces aires sont matérialisées par un marquage au sol et restent libre de tout stationnement en toutes circonstances. De plus, elles se situent dans une zone exposée à un flux thermique inférieur à 3 kW/m². Elles répondent aux caractéristiques suivantes :- longueur 10 m et largeur 4 mètres- distance de la façade comprise entre 1 et 8 mètres maximum- force portante suffisante pour un véhicule de 160 kilo-newtons avec un maximum de 90 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.- résistance au poinçonnement : 80 Newtons/cm² sur une surface maximale de 0,2 m²- rayon intérieur des tournants : R =11 mètres minimum- sur-largeur extérieure : $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres).- pente inférieure à 15 %.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un rétrécissement de la voie engins devant l'entrée principale du bâtiment a été opéré lors de la construction passant de 6 à 4 mètres. Cette modification permet d'éviter un obstacle sur la façade sans impacter cette prescription puisque la largeur minimale, pour une voie en sens unique, est de 3 mètres.</p> <p>Le dimensionnement de la voie engin et des aires de stationnement est conforme à cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.1.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>b. L'installation dispose des capacités de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie suivantes :</p> <p>1- versant Est : un bassin de rétention étanche d'une capacité égale à au moins 2 160 m³ équipé</p>

d'un dispositif d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ce dispositif fonctionne en mode automatique asservi au déclenchement du système d'extinction automatique incendie. Son fonctionnement est également possible en manuel.

2- versant ouest : une capacité de rétention étanche d'au moins 30 m³ placée sur le réseau d'eaux pluviales en amont du bassin d'infiltration. Un dispositif d'isolement permet de rediriger les effluents vers cette capacité, fonctionne en mode automatique asservi au déclenchement du système d'extinction automatique incendie. Son fonctionnement est également possible en manuel. Par ailleurs, des batardeaux sont présents au niveau des portes du bâtiment chaufferie et sprinkler pour retenir les eaux incendie à l'intérieur de ces locaux. Ils sont disposés de telle manière à pouvoir contenir au moins 30 m³ d'eaux d'extinction incendie.

c. Les dispositifs d'isolement (vanne, by-pass...) sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur vérification de bon fonctionnement sont définis par consigne. Le résultat de cet entretien et vérification est retranscrit dans le registre de sécurité.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de dimensionnement des bassins de rétention des eaux incendie, qui fait ressortir 1 bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité de 2191 m³ situé à l'Est du site et un bassin de rétention de 30 m³ à l'Ouest du site. Ces deux bassins sont équipés d'une mise en rétention, automatique, actionnée par le déclenchement du système d'extinction automatique. Ce dispositif peut être actionné manuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

a. L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment :

a1. 6 poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par le réseau public, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie (PEI).

L'implantation des 6 poteaux ou bouches d'incendie répond à la répartition suivante : 2 sur la façade Ouest, 2 sur la façade Est, 1 sur la façade Nord et 1 sur la façade Sud. L'accès extérieur du bâtiment est situé à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)

Chaque poteau incendie ou bouche incendie est associé à une aire de stationnement pompiers.

Les poteaux incendie ou bouches incendie sont en mesure de fournir unitairement un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures sous une pression dynamique de 1 bar chacun. Ils permettent d'assurer le besoin en eau de lutte contre l'incendie de 240 m³ par heure

<p>pendant 2 heures à partir de 4 poteaux ou bouche incendie utilisés en simultanée. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>La justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie afin de procéder à leur réception technique. Pour cela, il contacte le service suivant : Service Départemental d'Incendie et de Secours, Groupement Nord-Ouest - Service Potentiel Opérationnel, chemin d'Uliet 31 840 Aussonne.</p> <p>Un mois après sa réception, le rapport d'essai conclusif de l'utilisation simultanée des quatre PEI susvisés (ou tout nouveau PEI) est à envoyer à l'adresse suivante : Service Départemental d'Incendie et de Secours, Service des Risques Industriels et Technologiques (SeRIT), 49 chemin de l'Armurié, CS80123, 31 772 Colomiers Cedex.</p>
<p>Constats :</p> <p>La localisation et le dimensionnement des 6 poteaux sont conformes à cette prescription, les essais individuels ayant été reportés sur le rapport d'essai DOE TOI EXT ERM PMP 19160. Tous les débit unitaires mesurés sont supérieurs à 200 m³/h.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas pu présenter les justificatifs des débits des poteaux incendie en simultanée.</p> <p>Des essais de l'utilisation simultanée de quatre PEI étaient planifiés le 12 décembre 2024. Ces tests ont été reportés à janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous un délai de 30 jours le résultat des essais de l'utilisation simultanée de quatre PEI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 6.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a3. des Robinets d'Incendie Armés RIA, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par le réseau public, conformes aux normes en vigueur, sont répartis judicieusement au sein du local GMP Warehouse - Magasin 0-04-25. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>a4. une installation d'extinction automatique sous eau conçue et installée conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et réceptionnée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. Elle est mise en</p>

œuvre sur l'ensemble de l'installation et en particulier : - zone bureaux et laboratoire , - zone production, - sous toiture zone production, - sous-plateforme zone production, - utilités, - GMP Warehouse - Magasin 0-04-25. Spécifiquement, pour le local GMP Warehouse - Magasin 0-04-25, une installation d'extinction automatique de type « ESFR » (Early Suppression/ Fast Response) est mise en place. L'installation d'extinction automatique sous eau est alimentée par une station de pompage composée d'une électro-pompe jockey, d'un groupe moto-pompe de 340 m³/h puisant dans une réserve de capacité utile de 700 m³. Cette installation est protégée contre le gel. Les alarmes incendie associées à l'installation d'extinction automatique incendie sont reportées au poste de garde et CMSI (Centralisateur de mise en sécurité incendie).

A5. Dans tous les locaux informatiques (IDF, MDF et salle serveur), un système d'extinction au gaz est installé. Le système de chaque salle est indépendant et est compatible avec le système d'alarme incendie principale de l'installation.

Constats :

La visite d'inspection a permis de vérifier que le magasin GMP est doté d'un système de désenfumage, de sprinklage et de RIA.

Les produits dangereux sont stockés dans des armoires de sécurité, dans un local équipée d'une porte guillotine coupe feu, d'un éclairage ATEX, d'un sprinklage et d'une ventilation forcée.

La totalité des locaux est équipée d'un système d'extinction automatique via un réseau de sprinklage (selon la norme NFPA 13), avec déclenchement par fusibles, à l'exception des locaux informatiques (extinction par gaz IG55).

Le réseau incendie peut être alimenté par 2 sources :

- la source A constituée par la connexion au réseau eau de ville;
- la source B constituée d'un réservoir de 670 m3.

Le groupe moto-pompe diesel alimentant le réseau de sprinklage à une capacité de 350 m3/h

Le réseau de sprinklage est constitué de 5 postes distincts (sectorisation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Conditions applicables à certaines installations connexes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2022, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations où sont utilisés des OGM

Prescription contrôlée :

a. Les installations relevant de la rubrique n°2680-1 et visées à l'article 1.2.1. sont conçues, aménagées, exploitées conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 juin 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2680-1.b. Les dispositions fixées par l'article 2.4 « Comportement au feu des bâtiments » sont remplacées par les suivantes :« Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :- murs Est et Ouest de l'installation de production sont coupe-feu de degré 2 heures, - couverture incombustible,-portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,- matériaux de classe M0 (incombustibles).Les

locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation ». c. L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires spécifiques suivantes :- la détection incendie et le système d'extinction automatique à eau fixés aux articles 6.1.3 et 6.2.1. couvrent 3 niveaux de protection : sous toiture, sous plateforme, sous plafond de salles blanches

Constats :

Comme indiqué dans la fiche de constat N° 7, la zone de production est conforme à cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite